

# GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76 84.14 33 / 01 76 84.14.34 - 📠 01.76 84.14.35

[www.cgt-renault.com](http://www.cgt-renault.com) - e.mail [usines@cgt-renault.com](mailto:usines@cgt-renault.com)

## Loi El Khomri

- **Une loi écrite par et pour les multinationales !**
- **Chez Renault, une loi dessinée sur mesure pour le futur *accord compétitivité* que la direction espère obtenir !**

**Du cadre à l'APR, les Renault  
ont tout intérêt à s'y opposer !**

### Les législations du travail de chacun des pays et le Code du travail français sont des garde-fous pour les salariés :

Jusqu'à présent, les législations du travail des pays dans lesquels Renault est implanté constituent encore des garde-fous pour les salariés. Et c'est précisément ce que remettrait en cause la loi El Khomri.

#### Par exemple :

Les salariés Renault en Turquie travaillent 6 jours sur 7 et très souvent, ils sont tenus d'effectuer des heures supplémentaires la semaine en débordement mais aussi le dimanche. Ils travaillent donc 7 jours sur 7... Avec des salaires de misère et subissant une répression féroce (nous y reviendrons dans nos futurs écrits) !

Pour nos dirigeants, l'usine de Bursa en Turquie est la meilleure usine du Groupe Renault dans le monde, le « **modèle** » vers lequel les autres usines du groupe et notamment, les usines françaises et espagnoles devraient s'aligner.

Seulement voilà, la direction ne peut pas dire aux Français, comme à Flins par exemple, « *travaillez comme les turcs sinon on ferme*

*l'usine* ». Tout simplement parce que les conventions collectives et le Code du travail français interdisent la mise en œuvre dans notre pays des conditions sociales Turques (Temps de travail, temps de repos, salaires, droit syndical...)

**Or, c'est précisément ces interdictions que la loi El Khomri veut supprimer au profit d'un accord d'entreprise, dit « *négocié* » en interne.**

Dans ces conditions, les salariés et les syndicats n'auraient plus le « *droit* » sur lequel se raccrocher. Il ne leur resterait que la seule mobilisation !

Et à défaut de garde-fous, il serait alors facile pour nos dirigeants de brandir la menace de fermeture d'usines si les salariés refusent de se soumettre à leurs injonctions !

### C'est ce processus qui est en cours en Espagne avec la casse de leur code du travail déjà opérée en 2012 !

Les Espagnols ne sont pas encore au niveau social turc, mais ils s'en approchent. Le Code du Travail espagnol a déjà fait l'objet d'une réforme à la sauce El Khomri en 2012, ce qui a permis à la direction de Renault d'exercer un chantage accru dans le cadre des discussions des accords dit de « *compétitivité* ».

Les Espagnols en sont à leur 3<sup>ème</sup> accord et cet accord les amène indiscutablement vers les conditions sociales imposées aux salariés Renault Turcs.

Ainsi, le temps de travail augmente encore pour atteindre à minima 1681,75 heures par an (1603 h en France) auxquelles s'ajouteront 3 jours dit de compétitivité. Chaque salarié travaillera 20 samedis ou dimanches en nocturne.

La logique des accords dit « *de compétitivité* » rediscutables tous les 3 ou 4 ans se combinent parfaitement bien avec la réduction voire la suppression des droits sociaux dans nos pays respectifs.

**A chaque « *renégociation* » des accords, c'est un tour de vis supplémentaire nous amenant aux pires conditions de vie et de travail.**

**Autrement dit, les Espagnols tendent vers le régime turc. Les Français vont être de nouveau appelés à tendre vers le régime Espagnol et à termes, nous serons tous au régime Turc !**

**Notre ingénierie n'est pas épargnée... Pour Carlos Ghosn, « *son coût est un des plus élevé du monde...* »**

*« Le coût chargé de l'ingénierie en France est un des plus élevé au monde pour l'entreprise... En bas de l'échelle, vous avez l'Inde. L'impact du Crédit Impôt recherche est de ramener le coût des ingénieurs français à un coût acceptable. Il ne donne pas un avantage, il enlève un inconvénient... Chez Renault, nos salaires sont plutôt décalés vers le haut »*

Voilà donc en substance ce qu'à déclaré Carlos Ghosn le 17 février dernier, lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire.

Le modèle n'est donc pas la Turquie mais l'Inde. Certes, le chantage s'exerce ici d'abord sur l'Etat (et donc les contribuables que nous sommes) pour obtenir des fonds publics sous couvert de maintien de l'ingénierie en France.

Mais au fil des externalisations et des délocalisations rampantes vers les pays low-cost, que restera t'il en France ! Et plus l'ingénierie sera fragilisée, plus le chantage pour tendre vers le modèle Indien sera aisé.

Enfin, si les ingénieurs et cadres disposent d'une convention collective nationale, la loi El Khomri permettrait de passer outre, au profit d'accords d'entreprise aux standards indien !

**La loi EL Khomri, c'est la régression sociale, un pouvoir féodal consenti au patronat à la direction de Renault !**

La régression sociale que le patronat et son personnel politique veulent nous imposer à travers la loi El Khomri, renforce de manière très importante le pouvoir patronal et notamment, celui de la direction général de Renault.

Les multinationales n'auraient plus alors d'obligations légales à respecter si ce n'est d'obtenir l'aval de syndicats complaisants, ou par la force (au chantage à l'emploi), le consentement extorqué aux salariés par le jeu de référendum...

APR, ETAM, Cadres ou ingénieurs, nous sommes tous impactés par cette loi et nous avons tous intérêt à nous y opposer !

**Ne déléguons pas à d'autres ce que nous devons nous aussi faire !**

**Il faut que l'opposition majoritaire à cette loi se transforme en action, que chacun s'implique et s'exprime.**

**La coordination des syndicats CGT appelle l'ensemble des salariés à participer massivement aux journées nationales d'action mais aussi à toutes les initiatives organisées par les syndicats dans chaque établissement de Renault.**

**Plus nous serons nombreux, plus vite le gouvernement retirera la loi EL Khomri**